

SOMMAIRE

Page 1

Le recul des villes.
La situation des départements.

Page 2

PAD rêve d'une année calme.
La richesse des TPE.

Page 3

Le M9 accorde des violons.
Le programme vert de MNR.

Page 4

L'après-centrale du Havre.
Les investissements.

La situation des départements.

- En Seine-Maritime, la population (qui s'élève à 1 254 400 habitants) n'augmente quasiment plus : encéphalogramme plat.
- On retrouve une situation comparable dans la Manche : 496 900 habitants (-0,1% entre 2012 et 2017).
- Seuls les départements de l'Eure (601 800 habitants) et du Calvados (694 000 habitants) progressent légèrement : +0,3% pour l'un, plus 0,2% pour l'autre.

La déprise de l'Orne.

En Normandie, le gros problème est celui de l'Orne, le département le moins peuplé avec 283 300 habitants.

- L'INSEE n'hésite pas à parler de "déprise démographique" avec un déficit migratoire important qui s'amplifie et un solde naturel négatif. Résultat, l'affaissement de la population s'accroît, le département perd en moyenne 1 300 habitants par an.
- Tous les territoires sont touchés, d'Alençon à Flers en passant par Argentan, sans oublier La Ferté Macé, Vimoutiers ou Domfront.

Mon commentaire : tous les élus ornaïens sont conscients de la gravité du phénomène : il y a deux ans déjà, ils se sont retrouvés pour agir ensemble. Que faire ? On ne sait pas.

Le recul des villes...

• La panne démographique s'aggrave.

À trois mois des municipales, la dernière publication de l'INSEE sur la croissance démographique de la Normandie, entre 2012 et 2017, est particulièrement intéressante à étudier.

- Elle montre que la population est restée quasiment stable pendant la période concernée (+ 1 500 habitants seulement par an), que le déficit migratoire s'est accru tandis que l'excédent naturel, autrefois important, a reculé très nettement.
- Depuis, la situation s'est dégradée. Les derniers chiffres connus (ceux de 2018) montrent que la panne est sérieuse puisque la région a perdu (oui perdu !) 7 500 habitants. Deux explications : les départs ont été plus nombreux que les arrivées (la région n'attire pas, on le sait depuis longtemps) ; plus inquiétant, les Normands sont allés plus souvent au cimetière qu'à la maternité, comprenez que le nombre des décès a été supérieur à celui des naissances. Ça, c'est nouveau et alarmant ; du jamais vu depuis... plus de 75 ans !

Résultat : la Normandie est l'une des trois régions françaises les moins dynamiques. Avec 3 319 000 habitants, elle se situe désormais au 10^e rang en France, elle était 9^e en 2017 ; c'est la question de son manque d'attractivité qui est posée, une question pour les futurs maires.

• L'anémie des plus de 15 000.

L'étude met en évidence un autre phénomène préoccupant. La grande majorité des villes de plus de 15 000 habitants (15 sur 21 exactement) a perdu de la population entre 2012 et 2017.

- En moyenne annuelle, les chiffres sont les suivants : moins 600 habitants pour Le Havre et Caen, moins 380 pour Cherbourg et Évreux, moins 310 pour Dieppe, moins 280 pour Rouen... Arrêtons-là, on peut parler d'anémie démographique.
- Mais attention, ces chiffres cachent des évolutions très différentes. Au Havre, par exemple, le repli s'atténue : il était de 1 320 habitants par an entre 2007 et 2012, il est aujourd'hui de 600. La politique de rénovation urbaine engagée dès 1995 commencerait-elle à porter ses fruits ? Tout semble l'indiquer. On retrouve un phénomène comparable à Cherbourg, un phénomène qui va sûrement s'amplifier avec les recrutements envisagés dans certains secteurs d'activité. À l'inverse, la situation se détériore à Rouen : entre 2007 et 2012, la ville gagnait environ 600 habitants par an, depuis 2013, elle en perd 280. Pour le futur maire, c'est préoccupant. Caen, de son côté, continue de baisser et la baisse s'accroît : moins 250 habitants, il y a 10 ans, moins 600 aujourd'hui, que faut-il faire ?
- Chez les plus de 15 000, 6 villes tirent (petitement) leur épingle du jeu, c'est Hérouville-Saint-Clair qui progresse le plus.

PAD rêve d'une année calme.

En recevant les journalistes pour la nouvelle année, le préfet Pierre André Durand (PAD) a passé la moitié du temps à re-raconter son histoire Lubrizol. Il faut dire qu'elle l'a marqué.

- "Il n'y a eu ni mort, ni blessé, ni appartement détruit, répète-t-il, Lubrizol est un dossier hors-norme, mais ce n'est pas AZF".

- Pour 2020, il rêve d'une année très calme : "ça nous ferait du bien".

- En attendant, il n'exclut pas le redémarrage partiel ou complet de l'usine cette année, juridiquement, c'est possible, "mais à ce jour aucune demande ne m'a été transmise pour instruction". À suivre.

Mon commentaire : toujours à propos de Lubrizol, PAD n'aime pas le magazine "Marie-Claire" qui publie dans son dernier numéro un article consacré aux Rouennaises qui craignent pour la santé de leurs bébés. Beaucoup d'approximations et d'insinuations : "tous les journalistes sont-ils sérieux ?"

Les priorités du Préfet de région.

Depuis son arrivée à Rouen, on ne l'a pas beaucoup vu sur ce terrain-là. Il faut dire que le rôle des préfets de région a fait peau de chagrin avec le renforcement des pouvoirs de la Région, "et ce n'est pas fini" prévient PAD.

Pour 2020, le Préfet de Normandie se donne quelques grandes priorités. Retenons notamment :

- La gestion des effets du Brexit.
- La préparation avec Hervé Morin du prochain contrat de plan Etat-Région, celui de 2020-2027, dont la signature pourrait avoir lieu à l'automne s'il obtient rapidement son mandat de négociation.
- La préparation avec son homologue d'Ile-de-France du futur contrat de plan interrégional de l'Axe Seine qui devra être négocié avec Hervé Morin et Valérie Pécresse.
- La bonne réalisation des projets énergétiques de la Normandie, en particulier des projets éoliens.

Commentaire : à propos du contournement Est de Rouen, il confirme la volonté de l'État de le réaliser ; "nous allons rédiger le cahier des charges de la concession", mais tout dépendra bien sûr du résultat des élections municipales à Rouen.

Mon commentaire n°1 : comment lutter contre ce repli démographique des principales villes ? Les maires en place, comme Joël Bruneau, expliquent que c'est long et compliqué, les candidats, eux, ne s'expriment pas beaucoup sur le sujet. Il est pourtant stratégique.

Mon commentaire n°2 : l'INSEE note que les communes les plus dynamiques sont celles ayant entre 250 et 3 500 habitants.

Le CESER le dit :

Il est temps de découvrir la richesse des TPE régionales.

Dans une Normandie industrielle et portuaire, les TPE restent mal connues des grands acteurs publics alors qu'elles sont créatrices d'emplois, de richesse et de cohésion sociale, en particulier dans les territoires ruraux.

- C'est ce que dit le CESER présidé par Jean-Luc Léger. Les TPE constituent une richesse à valoriser à condition de réduire l'isolement des chefs d'entreprise, de faciliter leur contact avec les grands donneurs d'ordre et d'encourager leurs mutations grâce à l'élévation des compétences.

Concrètement, le CESER demande à la Région :

- De travailler sur l'adhésion des TPE aux filières d'excellence : NAE, Énergies Normandie, LSN, etc.
- De promouvoir les démarches vertueuses comme celle de l'entreprise Faurecia qui a mis en place un centre de formation ouvert à ses sous-traitants.
- De mettre en place un soutien financier pour mutualiser, entre TPE, des postes dédiés aux ressources humaines afin de relever le défi des « formations/compétences ».
- De créer un observatoire des TPE, notamment via la coordination et la consolidation des observatoires de branches au niveau du territoire.

Rappel : les TPE représentent 30% des salariés et 98% des entreprises.

La Seine-Maritime n°1

Le foncier disponible est au bord de la Seine.

L'agence Seine-Maritime Attractivité vient de publier l'état des lieux du foncier économique disponible dans son département.

- Le stock le plus important se situe sur les bords de la Seine avec 683 ha disponibles sur la ZIP du Havre, 348 ha sur celle de Rouen et 72 ha sur celle de Port-Jérôme-sur-Seine. Au total, ces 1 103 ha constituent un puis-

Et pendant ce temps-là...

• Seine-Eure : "une machine à créer de la richesse".

Née de la fusion de la communauté de communes Eure-Madrie Seine et de la CASE, le 1er septembre dernier, la nouvelle Agglomération Seine-Eure vient de voter son premier budget.

Il s'élève à 170 M€ dont 70 M€ sont consacrés à l'investissement. Ce montant est supérieur aux investissements du département de l'Orne. L'intercommunalité s'invite donc dans la cour des grandes ; pour Bernard Leroy, son président, "elle est une machine à créer de la richesse."

Positif : forte de 60 communes et de 103 500 habitants, Seine-Eure est un territoire industriel où les entreprises ont créé 3 600 emplois en 6 ans.

• Elbeuf signe avec l'ANRU... pour République

La Ville d'Elbeuf-sur-Seine vient de signer avec l'ANRU et d'autres partenaires une convention de renouvellement urbain qui va lui permettre de rénover le quartier "République".

- Trois grands axes : la restructuration de l'offre de logements, l'amélioration de l'attractivité, l'amélioration de la qualité des espaces publics.

Au total, près de 26 M€ vont être investis d'ici à 2028 ; après les quartiers Blin, Puchot et Saint-Cyr, c'est la 4^e fois que la ville réhabilite son bâti.

Le programme vert de NMR.

Candidat à Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol (PS) vient de présenter son programme pour la ville et sa métropole. Trois axes : Rouen écologique, Rouen humaine, Rouen créatrice.

- C'est sur l'écologie que ses propositions sont les plus appuyées avec la création d'un "Comité Thunberg", l'étude de la gratuité des transports en commun, le lancement d'une mobilisation "Rouen, ville la plus propre de France", le projet "Rouen, la ville aux 100 jardins".

Naturellement ce programme s'inscrit dans les objectifs de la COP21 locale : "devenir un territoire 100% énergies renouvelables et neutre en carbone en 2050".

À propos de Lubrizol.

Le candidat "exige" de l'État :

- Une amélioration de l'information aux populations sur la sécurité et les risques industriels.
- La mise en place de moyens modernes de communication en cas d'accident.
- La transparence sur les règles de protection et les mesures de sûreté et sécurité appliquées dans tous les sites Seveso.
- Une concertation des citoyens sur l'aménagement du territoire de la vallée de la Seine : emplacements des usines, des habitations, des espaces naturels, des équipements.
- D'importants investissements nationaux pour compenser le préjudice lié à la perte d'attractivité de Rouen après l'incendie. Avec une priorité : la nouvelle gare de Rouen.

Commentaire : avec ce programme "vert", NMR cherche à répondre aux attentes des Rouennais. Il cherche aussi à contenir la poussée de Jean-Michel Bérégovoy, le candidat EELV, qui rêve déjà d'être le futur maire.

Le puzzle de Joël Bruneau.

À Caen, les pièces du puzzle municipal se mettent positivement en place pour Joël Bruneau. Même s'il n'a pas le soutien de LREM, il accueillera des "marcheurs" sur sa liste. C'est un nouveau signe de rapprochement.

- À gauche, l'heure est à l'union. Le PS (Xavier le Coutour) a décidé de rejoindre la liste "Rassemblement écologiste et citoyen" conduite par Rudy l'Orphelin.

sant levier de développement.

- Mais ce n'est pas tout. L'état des lieux montre que 190 autres hectares sont aussi disponibles hors zones industrialo-portuaires. La moitié de ces ZA est concentrée, entre Rouen et Le Havre, non loin de la Seine ; l'autre moitié est bien répartie sur l'ensemble du territoire, même si la bande littorale Dieppe/Le Tréport apparaît comme un pôle attractif.

- À noter : 300 ha de projets d'extension ou de création de zones d'activités sont identifiés en Seine-Maritime.

Mon commentaire : le travail de SMA constitue un outil précieux pour les investisseurs, les élus et les techniciens des collectivités, les agences de développement. Le territoire de la Seine-Maritime est n°1 en Normandie pour le foncier économique disponible.

Culture commune.

Dans la Manche, le "M9" accorde les violons.

Depuis 3 ans, le M9 est une instance de concertation originale qui organise le dialogue et la coopération entre le Département de la Manche et les 8 intercommunalités de son territoire.

- À l'occasion de leur dernière rencontre, les 9 présidents ont fait le point sur leurs avancées collectives. Il faut dire que 4 d'entre eux vont se retirer après les élections municipales - Gilles Quiquennel de Saint-Lô Agglo, Jean-Pierre Lhonneur de la Baie du Cotentin, Jean-Marie Sévin de Granville Terre et Mer et Jean-Louis Valentin de la Communauté d'agglomération du Cotentin - une bonne occasion de faire le bilan.

Un rendez-vous utile.

Pour Marc Lefèvre, le président du CD.50, le M9 a permis de traiter plusieurs sujets transversaux :

- Les projets d'équipement comme les Maisons France Services.
- L'attractivité notamment pour attirer les professionnels de santé.
- Le numérique avec le déploiement de la fibre par Manche numérique.
- Le soutien aux filières stratégiques, en complément de la Région.
- Enfin l'environnement avec le dossier sensible de la GEMAPI.

Au total, le M9 est "un rendez-vous utile" qui permet de produire de la culture commune et d'accorder plus facilement les violons. On aurait tort de s'en passer.

Et pendant ce temps-là...

• Le "Puy du Fou" du D. Day.

Le constat est évident : chaque année, les vétérans sont de moins en moins nombreux sur les plages du Débarquement... et ils sont progressivement remplacés par leurs enfants et petit-enfants qui constituent une clientèle intéressante pour les activités touristiques.

- Question : comment les retenir plus longtemps afin d'accroître les retombées économiques de leur visite ?

Hervé Morin pense avoir trouvé la réponse.

- Avec "un partenaire important du monde du cinéma" (il n'en dira pas plus, mais on comprend qu'il est américain), il étudie aujourd'hui la création d'un "Puy du Fou" du D. Day qui pourrait proposer, tous les jours, un spectacle payant retraçant l'épopée du Débarquement, au plus large public.

- "Le projet est ambitieux, déclare-t-il, si tout va bien, il pourrait voir le jour en 2024, nos partenaires ont déjà effectué une première visite dans le Calvados pour repérer les bons endroits." Son coût ? "Environ 100 M€, il va falloir trouver un fonds d'investissement..."

Mon commentaire : avec la disparition des vétérans, une page se tourne. Après celle des commémorations (le 6 juin, 10 600 soldats alliés ont été tués et 6 500 soldats allemands), on est en train d'ouvrir celle du spectacle.

François Aubey à Mézidon.

Officiel, le maire de Mézidon-Vallée d'Auge va briguer un 5^e mandat.

- S'il est réélu (c'est probable), il espère bien rester président de la communauté d'agglomération de Lisieux-Normandie, car, dit-il, "les deux mandats sont complémentaires et passionnants..."

Martine Lemoine.

Élue conseillère départementale de Villedieu-lès-Poëles, en duo avec Philippe Bas, en 2015, Martine Lemoine (DVD) se présente aux élections municipales contre le maire sortant Philippe Lemaître (DVG).

Michèle Lailier-Beaulieu.

Succède à Gaëtan Rudant à la tête de la DIRECCTE Normandie.

- Elle arrive des Hauts de France où elle occupait les mêmes fonctions. Elle connaît bien la question du chômage puisqu'elle fut directrice régionale de pôle Emploi Alsace Champagne-Ardenne Lorraine.

Alain Bazille.

Vice-président du Conseil départemental 76, Alain Bazille est le président du nouveau Syndicat mixte du littoral de Seine-Maritime, créé pour gérer les obligations GEMAPI.



Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, chem. de l'Argillière - 27910 Les Hogues
Abt : 260 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)

La CHRONIQUE de Normandie

Récits des hauts faits, projets, humeurs et ambitions des responsables de la Région

Lettre hebdomadaire éditée par :

Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 | 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

Abonnement : 260 € TTC/an pour 44 n°
(TVA 2,1%)

Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

Mon commentaire : la recette est simple : "mieux se connaître pour mieux se comprendre et travailler ensemble". À Saint-Lô, le M9 a fait la preuve de son efficacité, c'est un modèle qui mériterait d'être dupliqué dans les autres départements normands.

COP 21 locale ?

La métropole de Rouen "cit'ergise" massivement

Dès à présent, l'ADEME va accompagner 11 nouvelles communes de la Métropole de Rouen dans leur démarche Cit'ergie. Cette opération collective est la plus importante menée sur un territoire français et une convention a été signée mi-décembre avec les maires concernés. Rappelons que Cit'ergie récompense les collectivités pour la mise en œuvre d'une politique climat-air-énergie ambitieuse.

- Les 11 nouvelles communes s'ajoutent aux trois déjà labellisées : Rouen, Malaunay et Petit-Quevilly. Ces dernières ont obtenu de bons résultats dans plusieurs domaines : économie d'énergie (rénovation des bâtiments), développement des énergies renouvelables (chaudière biomasse, solaire), réorganisation de la mobilité (véhicules électriques et au gaz), prise en compte des économies d'énergie dans toutes les décisions des élus. Leur bon exemple servira aux autres.

Positif : la Métropole est ici en avance, c'est l'un des effets mobilisateurs de la COP21 locale.

Après-centrale du Havre

Signature du Pacte de transition écologique et industrielle.

Secrétaire d'Etat auprès d'Elisabeth Borne, Emmanuelle Wargon va signer, ce lundi 13 janvier au Havre, le Pacte territorial de transition écologique et industrielle qui compensera (peut-être) les effets de la fermeture annoncée de la centrale thermique, le 1^{er} avril 2021.

- Il n'y a pas trop d'inquiétudes sur l'avenir des 200 salariés, "chez EDF, ils sont bien protégés" ; en revanche, c'est pour les sous-traitants que les choses sont plus compliquées, "l'onde de choc sera importante", on estime à 1 000 le nombre d'emplois indirects concernés.

Les acteurs économiques havrais attendent donc de connaître les modalités pratiques de la fermeture, du démantèlement et de la reconversion : "on espère pouvoir travailler sur tous les chantiers."

Et pendant ce temps-là...

• Le Tréport : le préfet est optimiste.

À propos de la réalisation du parc éolien du Tréport, le préfet Pierre-André Durand se déclare optimiste. "Le médiateur fait du bon travail, j'en ai des retours positifs, un climat plus apaisé se met en place."

Il fait ici référence à l'action de Maurice Benoish, un ancien pêcheur professionnel de 77 ans, qui s'emploie à rétablir le dialogue entre les parties.

• Port 2000 : la Région continue d'investir.

La Région va participer à hauteur de 17,1 M€ à la réalisation des postes 11 et 12 de Port 2000 au Havre. Cette intervention permettra de résoudre les problèmes de capacité qui touchent certains terminaux et d'accueillir les 700 000 conteneurs EVP supplémentaires attendus dans les années à venir. Rappelons que le GPMH a l'objectif de traiter 3,9 millions de boîtes à l'horizon 2030.

Ces 17,1 M€ sont une nouvelle illustration de la politique portuaire de la Région, Hervé Morin est ici déterminé : on l'a déjà vu avec le financement de la chatière.

• Petroplus : l'hypothèse Amazon.

Parfois mal accueilli en France (on l'a vu à Caen), le géant de la distribution s'intéresse au site Petroplus, près de Rouen, pour une plate-forme logistique.